



Retraites, emploi, salaires :

Le 7 septembre, se mobiliser ensemble !



La crise économique et sociale touche l'ensemble des salarié(e)s du public et du privé. Les personnels de la Fonction publique ne sont pas épargnés. La politique du gouvernement en matière d'emploi et de salaires confirme que la rigueur va encore accélérer la dégradation des services rendus aux usagers ainsi que les conditions de travail et de rémunérations des personnels.

Le projet de loi sur les retraites, conçu par le gouvernement sans tenir compte des critiques et propositions des organisations syndicales, annonce des reculs sociaux importants.



Retraites : des menaces pour toutes et tous, des spécificités pour la Fonction publique

Les salariés et la grande majorité de la population vont fournir 85% des efforts demandés. Dans le même temps, les entreprises, les hauts revenus, les revenus du capital sont cinq fois moins mis à contribution.

Nos organisations réaffirment leur opposition au projet de loi et exigent une autre réforme qui réponde aux enjeux actuels, notamment le niveau des pensions, l'emploi, le financement, la pénibilité, le maintien de l'âge légal à 60 ans et la réduction des inégalités



Le 7 septembre, nos organisations appellent à se mobiliser massivement par la grève et les manifestations



Le report brutal des âges légaux va fortement pénaliser l'ensemble des personnels, en particulier ceux qui ont commencé à travailler jeunes autant que ceux entrés tardivement, qui ont des métiers usants et pénibles, qui ont des carrières chaotiques et incomplètes, notamment les femmes ayant eu des carrières discontinues et ceux qui devront attendre 67 ans pour bénéficier d'une retraite à taux plein.

Les fonctionnaires sont particulièrement touchés par :

- l'augmentation drastique du taux de cotisation
- le relèvement de l'âge de départ et l'allongement de la durée de services pour les catégories actives
- la remise en cause brutale de la mesure de départs anticipés pour motifs familiaux liée aux 15 ans de services et aux trois enfants
- la restriction d'accès au minimum garanti.

Nos organisations affirment que des solutions pérennes et solidaires en matière de retraite sont possibles.

Elles refusent ce projet de loi qui va accentuer les inégalités particulièrement Femmes – Hommes.





Emploi, salaires : une situation qui ne cesse de se dégrader

Le dogme du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux entraîne une accélération de la dégradation des services publics ainsi que des conditions de travail des personnels.

Cette politique de suppression d'emplois est aggravée par les attaques contre le Statut, par les effets de la Révision générale des politiques publiques, de la Réorganisation administrative territoriale de l'Etat, de la loi HPST et des réformes touchant les collectivités territoriales.

Nos organisations exigent :

- l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois
- la création des postes nécessaires pour répondre aux besoins de toute la population sur l'ensemble du territoire
- un véritable plan de résorption de la précarité.

Fonction publique d'Etat

Déjà 100 000 postes supprimés en 3 ans

Encore 34 000 suppressions prévues en 2011



Au nom de la politique de rigueur et d'austérité, le gouvernement a gelé le salaire des fonctionnaires pour 2011. Les mobilisations l'ont empêché de revenir sur sa décision unilatérale de 2008, d'une augmentation de la valeur du point d'indice de 0,5% pour 2010.

Même si aucune décision n'a été annoncée pour 2012 et 2013, l'orientation gouvernementale de maintenir le gel est quasi certaine.

Le gouvernement s'obstine à ne pas reconnaître les pertes de pouvoir d'achat enregistrées depuis 2000 et le fait que le point d'indice soit l'élément central de nos revendications.

De plus, le budget de l'action sociale est rogné et les réformes du supplément familial de traitement et de l'indemnité de résidence se feront au mieux à budget constant.

Hausse des cotisations (3%)

**+ gel des salaires
+ baisse des prestations sociales**

= Accentuation de la perte de pouvoir d'achat déjà 9% depuis 2000



Faire de l'emploi public une priorité, revaloriser les salaires et combler les pertes de pouvoir d'achat par l'augmentation du point d'indice et par une réelle politique d'action sociale.

Réduire les inégalités et faire disparaître la précarité.

Améliorer les conditions de travail, préserver et reconquérir des services publics de qualité et de proximité.

Préserver notre système de retraite par une réforme qui prenne en compte toutes les solutions y compris celle du financement.

Ce sont nos objectifs communs !

Avec l'ensemble des salariés du privé, nous appelons les personnels de la Fonction publique à se mobiliser le 7 septembre par la grève et les manifestations

